

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

DES ÉCONOMISTES DU MONDE ENTIER MONTENT AU CRÉNEAU

«Les Etats doivent mettre un terme à l'ère des paradis fiscaux»

Jeudi 12 mai, des chefs d'Etat et de gouvernement du monde entier se sont réunis à Londres pour un sommet anticorruption. Plus de trois cents économistes, dont le prix Nobel Angus Deaton, leur ont demandé de choisir la transparence.

«Les îles Caïmans sont le 5^e plus important centre financier du monde, deux fois plus d'entreprises y sont basées que de citoyens. Nous demandons aux chefs de gouvernement de saisir l'opportunité du sommet anticorruption (NDLR : qui s'est tenu jeudi 12 mai à Londres), pour prendre les mesures nécessaires afin de mettre un terme à l'ère des paradis fiscaux. Les paradis fiscaux n'apportent aucune plus-value en termes de richesse globale ou de bien-être ; ils ne sont d'aucune utilité économique. Alors que ces juridictions bénéficient sans aucun doute à de très riches individus et à des multinationales, ces bénéfices se font au détriment des autres, aggravant par conséquent les inégalités. Comme les «Panama papers» et d'autres scandales l'ont récemment révélé, l'opacité sur laquelle reposent les paradis fiscaux alimente la corruption et sape les capacités des Etats à collecter leur juste part d'impôts.

Si tous les Etats sont victimes de l'évasion fiscale, les pays les plus pauvres sont en proportion les plus touchés par ces pratiques dommageables, avec une perte annuelle d'au moins 170 milliards de dollars de recettes fiscales. En tant qu'économistes, nous avons des perspectives différentes sur ce que constitue un niveau d'imposition équi-

table, direct ou indirect, qui doit s'appliquer aux particuliers ou aux entreprises. Mais nous nous accordons sur le fait que des territoires permettant de cacher des avoirs à travers des sociétés-écrans, ou encourageant chez eux l'enregistrement de bénéfices par des entreprises dont les activités réelles se situent ailleurs constituent des distorsions au fonctionnement global de l'économie.

«Nous avons besoin de nouvelles réglementations internationales»

En cachant des activités illicites et en autorisant des multinationales à contourner les règles établies, les paradis fiscaux menacent également l'Etat de droit, qui est un ingrédient essentiel du succès économique. Pour lever le voile sur l'opacité qui règne dans les paradis fiscaux, nous avons besoin de nouvelles réglementations internationales, comme le «reporting»^(*) public pays par pays, y compris dans les paradis fiscaux. Les gouvernements doivent aussi balayer devant leur propre porte, afin de s'assurer que tous les territoires dont ils ont la responsabilité rendent publics les registres de bénéficiaires effectifs. Le Royaume-Uni, en tant que pays hôte du sommet anticorruption, et autorité souveraine d'environ un tiers des paradis fiscaux dans le monde, occupe une



position unique pour montrer la voie.

S'attaquer aux paradis fiscaux ne sera pas aisé ; les intérêts qui profitent du statu quo sont puissants.

Mais Adam Smith l'a bien dit, les riches «doivent contribuer aux dépenses publiques, pas seulement en fonction de leurs revenus, mais dans une proportion supérieure» — une cita-

tion qui, prise sous n'importe quel angle, montre qu'aucune justification économique ne permet de tolérer que les paradis fiscaux perdurent.

Par Collectif d'économistes (*) «Reporting». C'est la communication de données, opération consistant, pour une entreprise, à faire rapport de son activité.

Le fisc français devrait bientôt être autorisé à rétribuer ses indics

Dix ans après avoir été abrogée, la pratique consistant à rémunérer les indics du fisc — les «aviseurs» — devrait bientôt être rétablie. A Bercy, seules les douanes avaient conservé ce droit. Mais depuis, les affaires de lanceurs d'alerte — tel Hervé Falciani, qui a transmis le fructueux fichier HSBC — ont remis la question sur le tapis. Le ministère prépare donc un texte visant à réintroduire la possibilité de payer les informateurs, probablement via un pourcentage sur les redressements fiscaux opérés grâce à leur aide.

LSC

DES MOTS POUR LE DIRE

«...Le feu de la colère... »

«Soulèvement, insurrection, révolte : le feu de la colère suscite un événement imprévisible, qui, entre fête et violence, entre allégresse et ressentiment, est toujours susceptible de bifurquer ou de se dévoyer, s'il n'est pas simplement écrasé ou canalisé par l'autorité contre laquelle il s'est dressé. C'est dire que révolte n'est pas synonyme d'émancipation.»

Par Georges Didi-Huberman

Philosophe français et historien de l'art. Dernier ouvrage paru : *Peuples en larmes, peuples en armes. L'œil de l'histoire*, 6, Editions de Minuit, Paris, 2016.

«Panama papers» aidant, l'affaire SNC Lavalin refait surface

Le scandale à très larges ramifications internationales appelé «Panama papers» continue de livrer de nouvelles révélations, et c'est loin d'être fini. Le mercredi 18 mai 2016, Radio Canada rendait publics les résultats d'une enquête montrant que la grosse affaire de corruption impliquant l'entreprise canadienne SNC Lavalin avait elle aussi fait «escale» au Panama, paradis fiscal impuni, et ce, à travers «Panama papers». Et Radio Canada d'annoncer que «SNC-Lavalin a fait des affaires d'or en Algérie : 4 milliards de dollars en contrats en 10 ans. Pour en obtenir quelques-uns, SNC-Lavalin a engagé une agence commerciale du nom de «Cadber Investments», une agence dont personne ne semble connaître le véritable propriétaire. Les «Panama papers» révèlent six contrats différents de 2000 à 2004. Cadber Investments devait intercéder en la faveur de SNC-Lavalin pour lui obtenir des contrats, dont celui de l'usine de

traitement des eaux de Taksebt, un contrat de 750 millions de dollars pour construire et exploiter l'usine». (*)

Ce que nous écrivions dans *Le Soir d'Algérie* du 25 février 2013

Dans un article intitulé «Comment devrait réagir le gouvernement algérien (ce qu'il n'a pas fait)», publié dans *Le Soir d'Algérie* du 25 février 2013, nous suggérons ce qui suit : «L'Algérie doit s'associer aux enquêtes menées dans les pays qui enquêtent déjà sur SNC-Lavalin (Canada, Suisse et Italie), et le gouvernement au plus haut niveau doit rapidement sortir de son silence et annoncer sa volonté politique de faciliter toutes les enquêtes sur SNC-Lavalin en Algérie, volonté qui doit se traduire par des mesures concrètes portées à la connaissance de l'opinion publique. Des instruments internationaux (convention de l'OCDE, convention des Nations

unies, conventions bilatérales en matière d'entraide judiciaire) existent pour permettre cette coopération judiciaire internationale et des enquêtes conjointes. Pour rappel, la Suisse, l'Italie et le Canada sont tous signataires de la convention de 1997 de l'OCDE, convention anti-corruption dans les transactions commerciales internationales et, à ce titre, sont tous engagés à appliquer des lois qui interdisent aux entreprises de payer des pots-de-vin à des gouvernements étrangers. Mais le Canada n'est pas un bon élève de cette convention : très peu d'affaires de corruption ont été initiées par la justice depuis l'entrée en vigueur de cet instrument en 1999 !» Fin de citation.

Djilali Hadjadj

(*) Pour en savoir plus sur cette enquête, <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/Economie/2016/05/18/001-panama-papers-agence-commerciale-cadber-investments-snc-lavalin-algerie-contrats.shtml>